

# **INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION**

## **ACCORD portant sur les SALAIRES MINIMAUX**

**des OUVRIERS et ETAM**

**pour la région Ile-de-France**

Entre

D'une part,

- L'Union Régionale des Industries de Carrières et Matériaux de Construction (UNICEM Ile-de-France) agissant tant pour son compte qu'au nom et pour le compte de ses syndicats adhérents et de ceux qui lui sont associés relevant des activités économiques mentionnées en annexe et, s'agissant de l'Association Syndicale Professionnelle Minéraux Industriels France, pour ce qui concerne exclusivement les Producteurs de Silice pour l'Industrie

Et d'autre part,

- La Fédération Générale Force Ouvrière Construction (FG-FO),
- L'Union régionale Construction Bois Ile-de-France (URCB/CFDT)

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

### **Article 1 – Champ d’application professionnel**

Le présent accord s’applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

### **Article 2 – Champ d’application territorial**

Le présent accord s’applique dans les départements suivants : 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95.

### **Article 3 – Salaires mensuels minimaux garantis**

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés et correspondent à une augmentation uniforme de tous les niveaux de la grille de 1,8 % :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Echelon 1	1435
	Echelon 2	1458
Niveau 2	Echelon 1	1464
	Echelon 2	1485
	Echelon 3	1530
Niveau 3	Echelon 1	1537
	Echelon 2	1562
	Echelon 3	1608
Niveau 4	Echelon 1	1617
	Echelon 2	1643
	Echelon 3	1701
Niveau 5	Echelon 1	1707
	Echelon 2	1761
	Echelon 3	1882
Niveau 6	Echelon 1	1914
	Echelon 2	1989
	Echelon 3	2148
Niveau 7	Echelon 1	2197
	Echelon 2	2323
	Echelon 3	2531

### **Article 4 – Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l’article 6 de l’Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l’exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,

- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

### **Article 5 – Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1<sup>er</sup> juin 2013.

### **Article 6 – Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

### **Article 7 – Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D-2231.2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

### **Article 8 – Délai d'opposition**

En application de l'article L-2231.7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Fait à Paris

Le 9 juillet 2013

Pour l'UNICEM Ile-de-France

Pour FG/FO

Pour l'Union Régionale URCB/CFDT

## **ANNEXE :**

### **LISTE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES RELEVANT DU CHAMP D'APPLICATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES DES INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION**

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

#### **Dans la classe 14      Minéraux divers**

Le groupe 14.02      Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie

#### **Dans la classe 15      Matériaux de construction**

Le groupe 15.01      Sables et graviers d'alluvions

Le groupe 15.02      Matériaux concassés de roches et de laitier

Le groupe 15.03      Pierres de construction

Le groupe 15.05      Plâtres et produits en plâtre

Le groupe 15.07      Béton prêt à l'emploi

Le groupe 15.09      Matériaux de construction divers

#### **Dans la classe 87      Services divers (marchands)**

Le groupe 87.05      pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)